

se défendre efficacement que par les méthodes de la guerre populaire. L'armée régulière est nécessaire aux agresseurs pour mener leurs guerres coloniales et leurs interventions ; elle est nécessaire aux dictatures anti-populaires pour maintenir les masses dans l'obéissance. C'est cette dernière fonction qu'elle remplit au sens propre en Amérique Latine où l'armée joue le rôle d'une police intérieure. Elle joue d'ailleurs ce rôle partout où elle existe et il en est de même en Pologne comme le montrent entre autres les événements de Poznan. L'armée régulière, qu'il y ait combat ou non, est un instrument de domination brutale sur la classe ouvrière et sur la société, de même que la matraque est un instrument pour taper, que le propriétaire s'en serve ou non. Dans un système de démocratie ouvrière, l'armée régulière n'empêche pas la contre-révolution, au contraire elle peut devenir elle-même un outil contre-révolutionnaire. Elle doit donc être liquidée.

Pour rendre impossible le renversement de sa démocratie, la classe ouvrière doit être armée. Ceci concerne en particulier les ouvriers de la grande industrie qui devraient partout être organisés en milice ouvrière subordonnée au système des Conseils.

Les spécialistes militaires devraient remplir les fonctions d'instructeurs sous la dépendance et le contrôle du Conseil. Ainsi la force de répression militaire de l'Etat sera liée de très près à la classe ouvrière qui sera toujours prête à défendre, les armes à la main, son Etat et la révolution.

Pour des raisons techniques, il est important de maintenir des unités permanentes spécialisées (fusées, aviation, flotte, etc.). Les soldats de ces unités devraient cependant être recrutés parmi des ouvriers d'entreprises déterminées de la grande industrie et pendant le temps de leur service armé, ils devraient rester en liaison avec les ouvriers de leur entreprise et conserver les droits dévolus aux ouvriers.

VII. — La production agricole et la paysannerie jouent un rôle trop important dans l'économie et dans la société pour que le programme ouvrier puisse omettre les questions de la campagne.

L'avenir de la paysannerie réside indubitablement dans de grandes entreprises d'Etat spécialisées et industrialisées. La base technique de cette organisation de la production agricole ne peut être créée que par l'industrialisation rurale. Ceci exige d'importants investissements dont la réalisation demandera un temps incontestablement long. Dans les conditions techniques et économiques actuelles toute tentative de collectivisation généralisée signifierait l'expropriation des paysans et par conséquent ne pourrait s'accomplir que contre eux, par des méthodes de dictature policière. Il en résulterait une chute de la production agricole et un retour du système de dictature policière contre la classe ouvrière. Une collectivisation réalisée dans ces conditions ne s'accorderait qu'avec le système bureaucratique. Pour une démocratie ouvrière, elle signifierait la mort ; elle est donc inacceptable.

Les structures actuelles de l'agriculture où subsiste la propriété privée de la terre, aboutissent à l'établissement de fermes de type capitaliste si la loi du marché joue librement, c'est-à-dire sans limite. Parce qu'elles sont éparpillées, les petites exploitations n'ont que peu de moyens pour investir — or, cela est indispensable à leur